

Discours de M. Bernard Cazeneuve à l'occasion du Rassemblement des musulmans de France Institut du Monde arabe (29 novembre 2015)

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président de l'Institut du Monde arabe, Monsieur le Président du Conseil français du Culte Musulman, Messieurs les Présidents de Fédérations, Messieurs les recteurs, Messieurs les imams, Mesdames et Messieurs,

Je tenais tout d'abord à vous remercier de m'avoir convié à cette rencontre inédite qui rassemble les principales fédérations, grandes mosquées et responsables de l'Islam de France. Les débats qui ont eu lieu cette après-midi ont su se situer à la hauteur des enjeux et de la gravité des moments que nous vivons.

Qu'il me soit permis de saluer, à travers votre assemblée, l'ensemble des musulmans de France pour la condamnation unanime, sans une ombre, sans une hésitation, de la violence terroriste qui nous a frappée. Tous, responsables religieux, mosquées, fédérations, à l'unisson de la communauté nationale vous avez su trouver les mots pour dire notre horreur, pour dénoncer la barbarie qui a frappé notre pays. Le « Manifeste citoyen des musulmans de France » que vous avez adopté aujourd'hui exprime avec force la même condamnation sans appel et traduit un attachement sans faille à la République et à ses valeurs, qui répond, je le sais, aux conceptions et aux vœux de tous nos compatriotes de confession musulmane. C'est une déclaration d'amour à la République et à la France.

Enfin, la tenue de cette rencontre et la proclamation de ce manifeste revêtent une portée particulière au sein de l'Institut du Monde arabe, cette institution qui, au cœur de Paris a pour mission de donner à voir tout ce que la civilisation arabo-musulmane a apporté à l'humanité. En effet, comme l'a déjà dit le Président de la République, « *les meilleures armes pour lutter contre le fanatisme qui se réclame de l'islam, se trouvent dans l'islam lui-même* ». La culture musulmane, dans ce qu'elle a de plus noble, compte au nombre de ces armes si nécessaires au combat que nous livrons contre l'idéologie de haine qui inspire les terroristes.

*

Le défi que nous devons relever ensemble est aujourd'hui, comme vous le comprenez tous, d'une exceptionnelle gravité.

Les attentats qui ont frappé notre pays ont atteint un nouveau degré dans l'abjection. Ils ont visé des innocents, au même titre que ceux qui avaient été perpétrés au mois de janvier. Mais l'ampleur du massacre est inédit, tout comme sa cible : des jeunes, de toutes origines et de toutes confession, qui incarnaient l'avenir de notre pays. Ils s'appelaient Elsa, Jean-Jacques, Véronique, ou encore Mohamed, Asta, Elif.

Que nous croyons au ciel, ou que nous n'y croyons pas, les victimes du 13 novembre, auxquelles la Nation a rendu un hommage solennel vendredi dans la cour de l'hôtel des Invalides, sont bien vivantes dans tous nos cœurs. Comme l'a dit le Président de la République, ils étaient le visage de la France. Nous continuerons à porter leur deuil.

Le pays est blessé, le pays a du chagrin et il est en colère. Il redoute que le crime se répète. Mais il ne cèdera pas aux penchants mauvais de la division que les terroristes voudraient provoquer par leurs crimes.

Dans les temps qui s'ouvrent, nous avons besoin de fraternité et de concorde. Face à la haine, nous ne pouvons opposer que la fraternité. C'est ce sentiment qui m'habite en venant à votre rencontre aujourd'hui, comme c'est le cas à l'occasion de toutes les visites que je m'efforce de faire, dès que je le peux, dans les mosquées de France.

*

L'heure est encore au recueillement, mais elle est également à l'action.

Comme je l'ai déjà dit ces jours derniers, la menace est élevée et des attentats peuvent à nouveau viser notre pays, comme d'autres pays en Europe. Au-delà du contingent des 600 Français qui combattent dans les rangs de DAESH, plusieurs milliers de personnes font l'objet sur le territoire national de la vigilance de nos services de sécurité. Des réseaux de complicités existent sur notre territoire, il faut avoir la lucidité de le reconnaître.

Cette situation appelait des mesures fortes, afin de combattre les terroristes et de prévenir de nouveaux attentats. Ces mesures, nous avons commencé à les prendre avant même les attentats du mois de janvier dernier. C'est la raison pour laquelle nous avons créé chaque année depuis 2012, des postes supplémentaires dans la police et dans la gendarmerie. Avant la fin 2017, près de 2 000 emplois nouveaux seront en outre venus renforcer nos services de

renseignement. C'est également pourquoi le Gouvernement a fait adopter trois lois depuis 2012 pour renforcer nos moyens de lutte contre le terroriste.

Par l'effet de ces lois, près de 200 interdictions de sortie du territoire ont été signifiées à des ressortissants français soupçonnés de vouloir rejoindre les organisations actives au Moyen-Orient. Près de 60 interdictions d'entrée et de séjour sur le territoire français ont été prononcées à l'encontre de ressortissants étrangers soupçonnés d'être liés à des activités terroristes. 87 sites Internet se livrant à l'apologie ou à la provocation au terrorisme ont fait l'objet d'un blocage administratif. Six personnes ont été déchues de leur nationalité française, et 45 ressortissants étrangers liés à la mouvance irako-syrienne ont été expulsés.

Depuis le 13 novembre, dans le cadre de l'état d'urgence et à la demande du Président de la République, le gouvernement et le parlement ont adopté des mesures nouvelles, qu'il s'agisse du rétablissement du contrôle aux frontières ou de la mise en œuvre de perquisitions administratives ou d'assignations à résidence.

Comme vous le savez, certaines de ces mesures ont visé des lieux de culte ou des personnes de confession musulmane. Deux mosquées ont déjà fait l'objet d'une mesure de fermeture administrative. Une vingtaine de mosquées ou des salles de prière ont également fait l'objet d'une perquisition. Certains ministres du culte ont fait l'objet d'assignations à résidence et des lieux de prières clandestins ont été fermés. Je vous dis solennellement que l'Etat continuera à poursuivre sans faiblesse ceux qui se serviraient de vos lieux de culte, parfois à l'insu des fidèles, pour menacer l'ordre républicain et la sécurité publique. C'est pourquoi j'ai également annoncé que nous dissoudrons des associations et groupements de fait qui représentent une menace pour la République. Certaines de ces associations gèrent des lieux de cultes et elles ne seront pas épargnées s'ils s'avèrent qu'elles menacent l'ordre public, appellent à la haine, ou tentent d'enrôler des jeunes dans les filières irako-syriennes.

Naturellement, ces mesures seront mises en œuvre dans le strict respect de l'état de droit. L'état d'urgence ne justifie aucun abus, aucune approximation et les actions que nous menons sont soumises au contrôle du juge. J'ai ainsi donné des instructions très fermes aux préfets pour que les perquisitions soient conduites de façon appropriée et je veux qu'elles respectent le caractère sacré que revêt pour les fidèles un lieu de culte.

Une autre forme d'intransigeance doit s'appliquer à l'égard de ceux qui, sans appeler ouvertement à la violence, tiennent des propos et exaltent des valeurs contraires à la République. Certains discours obscurantistes sont en effet clairement incompatibles avec les valeurs de la République, avec le respect de l'autre, avec la laïcité, comme avec le principe de l'égalité de l'homme et de la femme. Il est ainsi insupportable d'entendre certains prédicateurs soutenir que le fait, pour une femme, de se promener tête nue l'expose à des violences sexuelles. Or ce sont de tels propos, comme vous le savez, qui sont tenus dans certaines mosquées, heureusement très rares, et qui sont surtout diffusés de manière virale sur internet et les réseaux sociaux. Il n'est pas admissible que des jeunes Français, à l'âge où se forme le jugement, soient exposés à cette bêtise, à cette forme d'ignorance et d'aliénation, plutôt qu'au message d'émancipation de la République.

Car la République, c'est la promesse faite à chacun de pouvoir accéder à la connaissance, grâce à l'école, de former son propre jugement, d'exercer librement sa raison, de s'élever au-dessus des préjugés, d'être le maître éclairé de sa propre conscience. Cette promesse laïque n'est nullement contradictoire avec la recherche d'une transcendance et elle reconnaît l'apport de toutes les religions à la civilisation humaine. Mais c'est par d'authentiques savants, qu'ils soient laïcs ou religieux, et non par des ignorants et des fanatiques, que notre jeunesse doit être guidée sur ce chemin du savoir qui est celui de la sagesse. Nous devons la protéger contre la prolifération de la bêtise, particulièrement lorsque celle-ci s'abrite derrière une théologie frelatée.

*

Dans les circonstances que connaît le pays, chacun de nous doit donc prendre ses responsabilités. Je prendrai les miennes avec la plus grande fermeté, avec une détermination sans faille et en conformité avec les principes du droit qui fondent la République.

Nous devons vouloir ensemble, musulmans de France et autorités publiques, que les prêcheurs de haine et les complices des terroristes, qui jettent l'opprobre sur votre religion, soient arrêtés et punis. Comme l'écrivait déjà Molière : « *Il est de faux dévots, ainsi que de faux braves* ». Nous devons débusquer ces prédicateurs funestes pour les empêcher de nuire.

Je sais que vous avez également à cœur de lutter contre les dérives obscurantistes que j'évoquais et que c'est à ce titre que vous réfléchissez à un statut de l'imam, qui garantisse la qualité de sa formation théologique et profane aussi bien que son adhésion aux valeurs de la République.

Je sais que c'est également votre souhait que d'empêcher les départs de jeunes Françaises et de jeunes Français radicalisés vers la Syrie et l'Irak, en considération du sort fatal qui les attend, du risque qu'ils feront courir à notre pays à leur retour. J'aurai sur ce terrain des propositions concrètes à vous faire.

C'est tout l'Islam de France qui doit se mobiliser, et qui est mobilisé aujourd'hui, pour lutter contre ceux qui s'en prennent à notre pays et à ses valeurs, en invoquant une conception funeste de la religion. Je vois votre rassemblement de ce jour comme un moment fondateur de cette magnifique mobilisation.

En effet, le projet criminel porté par DAECH a des résonances religieuses, faites d'un littéralisme extrémiste, d'une négation obstinée de la liberté de conscience, d'une vision totalitaire de la vie en société, d'une disqualification de tout musulman qui refuserait d'adhérer à ces visées. Il s'agit donc, pour reprendre les mots de l'un d'entre vous, d'une « prise d'otage » de l'Islam, dont les premières cibles sont les musulmans eux-mêmes. Il s'agit d'un totalitarisme que nous devons éradiquer, par amour de la liberté, de la fraternité et de l'humanité. Par amour aussi de la vie, source d'espérance, parce que la fascination de la mort ne peut que semer partout le malheur et la désolation.

Vous tous, responsables musulmans, imams, présidents de mosquées, savants de l'Islam êtes les plus légitimes à combattre ces idées mortifères. Vous devez parler pour rappeler que la tradition qui compte Avicennes, Averroès, Ibn Battuta, Ibn Khaldun, Ibn Nafis, Al Kindi, Omar Khayyam et tant d'autres humanistes, savants, et guides spirituels, ne peut pas être défigurée par des criminels. Vous réfléchissez aux moyens de combattre efficacement leur message perverti. Les réponses se trouvent dans la lettre et dans l'esprit de votre belle religion.

Jacques Berque appelait en 1999 à « *des Andalousies toujours recommencées, dont nous portons en nous à la fois les décombres amoncelés et l'inlassable espérance* ». C'est votre responsabilité que de faire vivre et entendre aujourd'hui cet Islam de lumière pour dénoncer l'imposture spirituelle des terroristes et de ceux qui les appuient. Cela, personne ne peut le faire à votre place.

Nos jeunes ont besoin en effet d'écouter d'autres voix que celles, funestes, d'un certain islam de rupture, trop présent sur internet. Ils ont besoin que des imams au fait des réalités de notre pays puissent prêcher et répondre à leurs attentes profondes. Vos enfants, nos enfants, doivent pouvoir apprendre ce qu'est l'Islam dans vos mosquées de la bouche de professeurs compétents et exigeants. Et l'enseignement des sciences islamiques doit être confié à des théologiens d'un niveau académique incontestable.

*

J'ai dit que l'Etat se montrerait impitoyable, avec votre concours, dans la lutte qu'il mène contre ceux qui se rendent complices du terrorisme ou en font l'apologie. Mais l'Etat sera tout aussi impitoyable à l'égard de ceux qui pourraient, dans le contexte d'inquiétude où se trouve notre pays, s'en prendre à nos compatriotes de confession musulmane.

Je prends en effet très au sérieux la hausse du nombre d'actes anti-musulmans observés ces derniers jours, même si ceux-ci sont heureusement moins nombreux qu'au mois de janvier dernier : il y a eu 35 actes antimusulmans rapportés dans les dix jours qui ont suivi les attentats du 13 novembre, contre 116 dans les 10 jours qui ont suivi les attentats de janvier. En tout état de cause, il n'est pas tolérable que des jeunes femmes se fassent agresser dans la rue parce qu'elles portent un simple foulard, ni que des mosquées soient profanées. Je prendrai toutes les mesures pour que les auteurs de tels actes soient arrêtés et traduits en justice. D'ores et déjà, plus de 1000 mosquées font l'objet d'une protection par les services de sécurité et par les forces armées dans le cadre de l'opération « Sentinelle ». Et j'ai veillé à ce que des crédits soient prévus pour financer des équipements de sécurité dans les mosquées où cela serait nécessaire, comme dans les synagogues et les églises.

Je prends également au sérieux, dans un autre ordre d'idées, les attaques irresponsables lancées par certaines personnalités politiques contre les musulmans de France pris dans leur masse. Nous savons que DAESH veut détruire la cohésion de notre société en instillant le poison de la haine, en dressant les Français les uns contre les autres. Certains semblent malheureusement apprécier ce poison au point qu'ils s'efforcent de le répandre, parce qu'ils espèrent peut-être en tirer un bénéfice politique immédiat. C'est pourquoi ils dénoncent en vous des coupables, des complices des terroristes, une « cinquième colonne » tapie au cœur de nos villes. Le bénéfice qu'ils escomptent en retirant les intéresse bien plus que la lutte que le pays doit mener contre le terrorisme. Que leur importe de faire ainsi le jeu de DAESH, de l'ennemi, en creusant parmi nous les fractures et en suscitant les haines ?

Ces responsables politiques soutiennent ainsi que « *les musulmans ne peuvent pas avoir exactement les mêmes droits que les chrétiens* » dans notre pays. Ce sont les mêmes qui réclament la fermeture massive des mosquées, l'expulsion massive des ministres du culte musulman, comme si cela constituait une réponse adéquate à la menace terroriste et comme si cela était compatible avec notre état de droit. Ce sont les mêmes, du reste, qui ont voté contre

toutes les lois que ce gouvernement a fait adopter pour lutter contre le terrorisme, comme ils s'efforcent de bloquer au Parlement européen l'adoption de mesures indispensables comme le PNR européen.

Face au terrorisme, il n'y a en réalité que deux attitudes possibles. La première consiste à le combattre avec une extrême fermeté, comme je souhaite que nous le fassions ensemble, mais dans le respect des principes de la République ; dans le respect du droit et avec le souci de mobiliser tous les Français, quelles que soient leurs origines ou leurs croyances, dans ce combat qui nous engage tous.

La seconde consiste à tirer prétexte de la menace terroriste pour renoncer peu à peu à la République, pour abdiquer notre liberté, pour créer des catégories différentes entre les Français, selon qu'ils professent une bonne ou une mauvaise religion, pour sortir de l'Europe et abandonner les principes énoncés par ses pères fondateurs, pour renoncer à faire entendre la voix et le message de la France dans le monde.

Nous ne voulons pas de cette France affaiblie, isolée, déchirée, livrée à l'arbitraire. Ce n'est pas cela, la France que nous aimons, la France généreuse qui accueille tous ses enfants sans faire de distinction entre eux, qui leur assure l'exercice des libertés qu'elle a données au monde. Face au terrorisme, la République est notre force et c'est en lui demeurant fidèles absolument que nous détruirons, tous ensemble, le terrorisme.

*

Le moment est venu donc de rassembler tous les Français autour des valeurs de la République, et en particulier de cette grande valeur qu'est la laïcité. Une laïcité qui permette à chacun de faire le choix de croire ou de ne pas croire et qui permette au croyant de pratiquer son culte de façon digne et paisible.

C'est dans cet esprit que nous avons décidé de réunir la première instance de dialogue avec l'Islam de France, place Beauvau le 15 juin dernier. De nombreux chantiers concernant l'exercice du culte avaient été lancés. D'autres nous attendent.

Comme je m'y étais engagé au début de l'année, le nombre de diplômés universitaires de formation républicaine, qui s'adressent notamment aux cadres religieux de votre culte, aura doublé en un an. Ils sont accessibles dans la quasi-totalité des régions. Nous parachèverons la couverture du territoire en 2016 et un DU à distance sera créé. Le décret rendant ces DU obligatoires pour les aumôniers paraîtra au premier trimestre. A partir de 2016, je souhaite que tous les imams étrangers détachés en suivent les enseignements, avec une mise à niveau en langue française avant leur départ et à leur arrivée sur le territoire national.

Les groupes de travail sur l'aïd et sur les édifices du culte se sont déjà réunis plusieurs fois et leurs travaux s'annoncent, de l'avis général de leurs participants extrêmement utiles.

La mission de l'inspection générale de l'administration sur le funéraire et notamment les carrés confessionnels a débuté il y a un mois et devrait rendre ses conclusions en début d'année prochaine.

S'agissant de la relance de la fondation pour les œuvres de l'Islam de France, j'ai décidé de nommer un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, Christian PONCET, qui est présent aujourd'hui parmi nous, pour travailler sur la préfiguration de la nouvelle fondation. L'objectif doit être de mettre en place, dans les meilleurs délais, une institution qui recueille des financements privés dans la transparence pour soutenir les projets liés à l'exercice du culte – construction de mosquées ou formation de cadres religieux -, mais aussi pour permettre la promotion de la culture musulmane. Nous devons ensemble aboutir.

Enfin, il me semble qu'il ressort de vos débats et de votre intervention à l'instant, cher Anouar KBIBECH, que la radicalisation de jeunes Françaises et Français constitue désormais un sujet absolument central, pour l'Etat, pour les musulmans et pour la société française. Certes, le processus de radicalisation est complexe et fait intervenir de nombreux facteurs, qui ne sont pas tous religieux. Mais l'implication des responsables religieux dans la lutte contre ce phénomène mortifère n'en doit pas moins, à mon sens, être renforcée de façon urgente. Je vous propose d'avancer la date de la prochaine instance de dialogue avec l'Islam de France, qui pourrait se réunir dès le début de l'année 2016 et non pas en juin prochain comme nous l'avions prévu, et de lui donner pour principal objet la lutte contre la radicalisation des jeunes.

*

La gravité de la situation nous engage et confère un caractère d'urgence aux travaux que vous avez mis en chantier depuis plusieurs années déjà, sous des formes diverses, pour faire émerger un Islam de France.

Au fond, il s'agit toujours de réaliser le vœu que formulait Jacques Berque peu avant sa mort : *"Supposez qu'il se crée en France non pas un islam français, mais un islam de France, disons pour simplifier, un islam gallican, c'est-*

à-dire un islam qui soit au fait des préoccupations d'une société moderne, qui résolve les problèmes qu'il n'a jamais eu à résoudre dans ses sociétés d'origine (...). Figurez-vous le retentissement qu'aurait cet islam de progrès sur le reste de la zone islamique".

Une telle ambition doit constituer l'horizon du mouvement que vous avez engagé aujourd'hui. Je vous renouvelle donc mes félicitations pour l'initiative citoyenne que vous avez prise et peux vous assurer que vous trouverez dans cette démarche républicaine, et dans le respect du principe de laïcité, le soutien total des pouvoirs publics.

En vous assurant de mon amitié, de mon estime et de ma confiance, je vous donne rendez-vous au début de l'année prochaine pour une nouvelle réunion de l'Instance de dialogue avec l'Islam de France.

Vive la République !

Vive la France !